Texte action CN du 22 mars 2022 SNUEP-FSU

ACTU

Le SNUEP-FSU condamne fermement l'invasion de l'Ukraine par les forces armées de la Russie en totale violation de la souveraineté de l'Ukraine et de la charte des Nations Unies. Cette guerre décime des milliers de civils et oblige à l'exil déjà plus de 3 millions d'ukrainien·nes au 20 mars. Cette guerre, avec un risque nucléaire, est une menace pour la stabilité, l'écologie et la paix dans tous les pays du continent européen et au-delà. L'inflation et les effets boursiers ont des conséquences économiques alarmantes sur les prix des matières premières et de l'énergie mais aussi le risque d'une pénurie de blé dans les pays d'Afrique et du Moyen Orient. Le SNUEP-FSU affirme sa solidarité avec le peuple ukrainien et tou·tes les citoyen·nes russes et biélorusses qui se soulèvent contre cette guerre, voire s'exilent. Il s'inscrit dans les appels à la solidarité concrète par des dons et l'organisation de convois humanitaires de matériel de première nécessité – à l'image de l'initiative du SNUEP-FSU 13. Il appelle à rejoindre les marches pour la paix, des organisations syndicales, associatives et politiques qui refusent toute escalade militaire de ce conflit, notamment par une intervention de l'OTAN ; il exige le retrait des troupes russes et une résolution diplomatique du conflit.

Le SNUEP-FSU dénonce les projets d'augmentation des budgets militaires dans bon nombre de pays, dont la France, qui feront peser des risques supplémentaires au niveau international. Le SNUEP-FSU réaffirme l'importance d'un accueil digne de tou·tes les ukrainien·nes et dénonce les politiques migratoires actuelles discriminantes et certains propos politiques abjects qui revendiquent un tri entre réfugié·es au vu de la couleur de peau ou de la religion. Le SNUEP-FSU exige aussi des moyens exceptionnels pour scolariser tous les enfants de réfugié·es sur le territoire notamment en renforçant les dispositifs UPE2A.

Cette guerre a des conséquences directes sur la vie politique en France où le président/candidat Macron a instrumentalisé son rôle de chef de guerre pour tenter de masquer le bilan catastrophique de son quinquennat et s'abstraire de toute campagne. Alors que le conflit en Ukraine amplifie l'inflation déjà installée, annoncée à plus de 4 % en mars, il persiste dans sa politique d'augmentation des aides publiques aux entreprises sans contreparties. Le SNUEP-FSU porte un regard sévère sur les choix opérés pendant ce quinquennat qui ont affaibli la démocratie sociale, démantelé les services publics, attaqué nos libertés collectives, enrichi les plus riches et mis à mal notre modèle social.

Les annonces récentes du programme du candidat Macron révèlent qu'il compte poursuivre voire achever cette casse sociale organisée : retraite à 65 ans, transfert des LP au ministère du Travail, contractualisation des établissements scolaires, augmentation du temps de travail, RSA conditionné, durcissement des conditions d'attribution des titres de séjours.... Ce sont les plus pauvres, les agentes et agents de la Fonction publique et les salarié·es du privé qui en paieront le prix fort. Les inégalités sociales qui découlent de ces choix politiques nourrissent la désespérance et font le lit de la progression des idées d'extrême droite. Les deux partis d'extrême droite instrumentalisent la colère sociale et tentent d'apparaître comme des alternatives crédibles. Ils portent des projets économiques libéraux identiques avec, en plus, une différence de nature notoire qui se matérialise par la haine des autres, des propositions en lien avec « la préférence nationale », des attaques en règle contre les droits des femmes et des étrangers.

Le SNUEP-FSU appelle à populariser ses priorités et propositions pour la voie professionnelle scolaire et la jeunesse ainsi que le manifeste FSU. Face au contexte économique européen explosif, au contexte social et aux urgences climatiques, pour le SNUEP-FSU, il est primordial de sortir du modèle de production capitaliste actuel et d'imposer un autre modèle de société qui renforce les services publics ainsi que la Fonction publique, pour s'engager vers la rupture écologique.

Bilan du quinquennat

En cinq ans, Macron et ses gouvernements ont démantelé la Fonction publique en soumettant les services publics à une logique de marchandisation et de concurrence : réorganisation des services, dématérialisation, externalisation des services et des missions, mise à l'écart des services ministériels avec appel systématique à des cabinets privés américains très onéreux, privatisations. C'est une logique de service minimum qui est à l'œuvre, à l'opposé de services publics protecteurs et redistributifs qui devraient être renforcés.

Levier managérial de l'offensive néolibérale, la loi de *Transformation de la fonction publique* organise le dynamitage du statut, applique les méthodes du privé et vise à détruire le paritarisme pour affaiblir notre syndicalisme de transformation sociale. Avec la FSU, le SNUEP-FSU continue d'exiger l'abrogation de cette loi et le retour des compétences des CAP et CT. Les élu·es du personnel sont quasi exclu·es du contrôle du respect des règles collectives, les opérations de carrière et de mobilité ne sont plus transparentes. Les droits des personnels ont régressé et les conditions de travail se sont dégradées. Cette loi a développé aussi la précarité au sein de la Fonction publique en priorisant le recours au contrat. Après une diminution en 2015-2017, le nombre de non-titulaires a fortement augmenté depuis 2017 dans l'enseignement professionnel. D'autre part, certains concours peinent à faire le plein et la réforme de la formation des enseignant·es ne fait qu'aggraver la crise de recrutement. Le ministère n'a d'ailleurs toujours pas communiqué le nombre d'inscrit·es au CAPLP 2022.

Conséquence du gel de la valeur du point d'indice, le pouvoir d'achat a fortement diminué, encore aggravé par l'inflation galopante de ces derniers mois. Les gouvernements Macron en sont restés à des mesures indemnitaires très insuffisantes pour certains personnels. Pire, ils ont augmenté le temps de travail (deuxième heure supplémentaire imposée) et développé la rémunération au mérite qui renforcent les pouvoirs des chef·fes d'établissement. Ces mesures sont défavorables aussi à l'égalité salariale femmes/hommes. E. Macron n'aura pas été le président du pouvoir d'achat des agentes et agents de la Fonction publique.

Le candidat Macron souhaite accélérer son offensive s'il est réélu : fin des grilles d'avancement de carrière, modifications statutaires pour mieux affaiblir les droits des agent·es, possible fin des concours, rémunération au mérite, missions supplémentaires... Le SNUEP et la FSU portent une autre ambition pour les services publics, vecteurs d'émancipation. Pour répondre aux besoins des usager·es, ils ont besoin de financements pour exister partout et d'agent·es statutaires en nombre, renforcés et revalorisés. Le SNUEP-FSU continue de revendiquer le dégel de la valeur du point d'indice, le rattrapage des pertes accumulées et l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation.

Le quinquennat qui s'achève aura été désastreux pour l'enseignement professionnel sous statut scolaire. La *Transformation de la voie professionnelle* menée par J.-M. Blanquer aura réduit les horaires d'enseignement, imposé des dispositifs inopérants et déprofessionnalisé les formations. Les conditions d'études des élèves comme les conditions de travail des enseignant·es s'en sont trouvées grandement détériorées. Outre les effets de cette *transformation* sur les possibilités d'insertion professionnelle des jeunes, son cumul avec la loi ORE et l'instauration de Parcoursup auront également réduit leurs possibilités de poursuites d'études.

Les réformes menées par J.-M. Blanquer génèrent de la souffrance au travail qu'il ignore avec mépris. Pour le SNUEP-FSU, des enquêtes doivent être menées et des mesures ambitieuses en prévention santé et sécurité au travail doivent être mises en œuvre.

La simultanéité de sa mise en place avec l'entrée en vigueur de la loi *Pour la liberté de choisir son avenir professionnel* aura placé l'enseignement professionnel sous statut scolaire en situation de concurrence déloyale avec l'apprentissage, dans un grand marché de la formation initiale où il n'est guère plus considéré que comme une roue de secours à disposition des jeunes que les entreprises refusent de « former ».

Mais le pire pourrait être à venir, comme le laissent craindre les annonces du candidat Macron lors de la présentation de son programme : une nouvelle *transformation* mêlant encore davantage apprentissage et formation sous statut scolaire est avancée, sous la responsabilité d'un Secrétariat d'État vraisemblablement placé sous l'autorité du ministère du Travail. Les seules filières maintenues seraient celles qui offriraient des débouchés rapides vers l'emploi local, dans une vision adéquationniste exacerbée, sans plus se soucier de la pression sociale et de la demande des jeunes.

Pour le SNUEP-FSU, ces propositions sont à mille lieux d'une voie professionnelle scolarisant toutes les jeunes, quelle que soit leur origine sociale, et portant l'ambition de leur dispenser une formation émancipatrice citoyenne articulant les savoirs professionnels et les savoirs généraux pour une approche globale des métiers.

Avec la fédération, le SNUEP-FSU construira une riposte syndicale la plus unitaire possible pour combattre ce projet profondément réactionnaire pour la jeunesse et pour la société dans son ensemble.

ACTIONS

Retraité·es

Le SNUEP-FSU appelle à participer à la journée de mobilisation des retraité·es organisée par le G9 le 24 mars pour l'augmentation des pensions, défendre la sécurité sociale et exiger un véritable service public de l'autonomie.

25 mars les jeunes pour le climat

Le dernier rapport du GIEC est plus qu'alarmant, avec un monde futur soumis à la multiplication des catastrophes climatiques. Le SNUEP-FSU appelle à se mobiliser aux côtés de la jeunesse dans la marche pour le climat du 25 mars prochain pour exiger de réels changements. Cela passe aussi par la création de nouvelles filières professionnelles en lien avec la transition écologique.

29 mars soutien à la mobilisation HECTAR

Le SNUEP-FSU soutient la lutte menée, notamment par le SNETAP-FSU, contre la création d'une école d'agriculture nommée HECTAR à l'initiative de Xavier Niel : elle va à l'encontre de l'enseignement agricole public, et comme les écoles de production pour les filières pro de l'Éducation nationale, c'est une concurrence dangereuse qui participe à la destruction de l'offre publique de formation initiale. Le SNUEP-FSU soutient l'action du 29 mars « *l'enseignement agricole public reprend un Hectar à la Défense* »

31 mars et 1^{er} avril : 1^{er} Ateliers de la Voie Professionnelle

Conformément à ses mandats, le SNUEP-FSU organise les 1^{er} AVP pour dresser un bilan critique du « quinquennat Blanquer », ministre à la tête de l'Éducation nationale. L'objectif est de populariser ses priorités et propositions pour l'enseignement professionnel laïque et scolaire, dans la perspective des élections présidentielles, législatives et professionnelles.

5 avril : AESH

Les conditions d'emploi, de travail et de rémunération des AESH ne s'améliorent toujours pas. Le SNUEP-FSU reste mobilisé, soutient les luttes des AESH et appelle à participer à la journée d'action le 5 avril.

5 avril : Webinaire FSU sur la formation initiale des enseignant·es

Le SNUEP-FSU participera activement à cet évènement qui permettra aux étudiant·es intéressé·es par les métiers d'enseignement et d'éducation de poser toutes les questions sur les conditions de concours et de formation pour y accéder.

7 avril : journée mondiale de la santé

Le SNUEP-FSU soutien les mobilisations pour la Journée mondiale de la santé 2022 qui a pour objectif d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les mesures à prendre d'urgence pour préserver la santé des êtres humains et de la planète.

Élections

Les services publics et leurs personnels sont des cibles récurrentes de certain-es candidat-es qui portent le projet de les privatiser, d'externaliser des secteurs entiers et/ou d'accroître toujours plus le temps de travail des agent-es tout en reculant l'âge de départ à la retraite. Le service public d'Éducation est au cœur des attaques avec des projets toujours plus brutaux contre la voie professionnelle. Le SNUEP-FSU s'oppose à tout projet de régionalisation de l'enseignement professionnel public ou de transfert vers le ministère du Travail. Le SNUEP-FSU appelle à se mobiliser massivement le 10 avril par le vote contre ces projets dévastateurs.

Pour le SNUEP-FSU, les partis d'extrême droite ne sont pas des partis comme les autres. Ils sont les ennemis des salarié-es, des droits des étranger-es, des femmes, des LGBTQi, du syndicalisme et de la démocratie. Le SNUEP-FSU appelle à ne leur accorder aucune voix aux élections.

Salaires

Des mobilisations sectorielles exemplaires sont organisées dont certaines font bouger les lignes (infirmières scolaires, travail social, enseignant-es...). Le 8 mars a mobilisé des dizaines de milliers de personnes sur tout le territoire en faveur de l'égalité salariale femmes / hommes. Le 17 a été une nouvelle occasion pour les syndicats de la FSU d'exprimer l'urgence de revaloriser les salaires avec des perspectives ambitieuses et immédiates. Le contexte d'inflation galopante amplifiée par la guerre aura des conséquences durables sur la vie économique de tou·tes les agent-es de la Fonction publique. Le SNUEP, avec la FSU, exige un dégel de la valeur du point d'indice a minima au niveau de l'inflation, des perspectives de carrières élargies et une revalorisation des métiers les plus féminisés. Il combattra les projets politiques voulant imposer de « travailler plus pour gagner plus » et **appelle les personnels à s'inscrire dans un 1^{er} mai le plus unitaire possible.**

NPPV : 0 Abstention : 0 Contre : 0 Pour : 25